

Pierre Moscovici, L'Europe, une puissance dans la mondialisation: la bataille de l'Europe-puissance

Légende: Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des Affaires européennes dans le gouvernement Jospin de 1997 à 2002 et vice-président du Parlement européen de 2004 à 2007, nous livre son point de vue sur les moyens à mettre en oeuvre afin de réaliser le concept l'Europe-puissance.

Source: MOSCOVICI, Pierre. L'Europe, une puissance dans la mondialisation. Paris: Seuil, 2001. 232 p. ISBN 2-02-051912-7.

Copyright: L'Europe, une puissance dans la mondialisation, Pierre Moscovici
(c) Editions du Seuil, 2001

URL:

http://www.cvce.eu/obj/pierre_moscovici_l_europe_une_puissance_dans_la_mondialisation_la_bataille_de_l_europe_puissance-fr-6655dfcb-5d83-45c9-b44e-1a4a6f76b890.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Pierre Moscovici, *L'Europe, une puissance dans la mondialisation*

[...]

Entre ces deux scénarios, le noir et le rose, la régression ou le succès, la réalité se chargera sans doute d'introduire, comme toujours, des nuances grisées. Mais il dépend de nous que ce gris soit clair ou foncé. C'est le sens du combat que j'évoquais à l'instant. Et ce sont les termes de cette confrontation démocratique que j'ai voulu préciser dans ce livre, à travers des propositions qui, au fond, recouvrent trois convictions. Je pense nécessaires des réorientations supplémentaires de la politique étrangère, en prenant davantage en compte certaines problématiques d'aujourd'hui : la réunification de l'Europe comme projet et non comme un simple fait, le développement, les droits de l'homme, l'organisation de l'Europe comme une véritable puissance politique à côté des nations et non soumise à elles, une autre forme d'insertion dans la mondialisation, une nouvelle gouvernance mondiale, un nouveau rapport aux États-Unis... Je crois, pour cela, mais aussi pour beaucoup d'autres raisons, à la nécessité d'« européeniser » bien davantage la politique de notre pays. Je juge indispensable de profondes réformes institutionnelles, en Europe — respectant les nations et accentuant, sans timidité, le rôle des institutions communautaires — et en France, avec l'émergence d'un nouveau mode de gestion des affaires européennes qui, c'est clair pour moi, ne sont plus des affaires étrangères.

Pour gagner cette bataille de l'Europe-puissance, je compte sur trois armes : la volonté — une volonté de dépassement de soi —, l'internationalisme — mais un internationalisme organisateur, régulateur, et non passif — et la confiance — confiance dans la démocratie, confiance dans le rôle de la puissance publique à côté du marché. Il est évident pour moi que la gauche sociale-démocrate est mieux outillée pour ce faire que les conservateurs et les libéraux. Nous ne partageons pas l'engagement de José-Maria Aznar contre les services publics. Nous ne partageons pas l'ambition de Silvio Berlusconi d'être en Europe le meilleur relais de la puissance américaine. Il y aura, c'est l'évidence, des débats au sein même de la famille sociale-démocrate. Il faudra notamment convaincre Tony Blair que le choix de l'Europe, qui est, c'est manifeste, sincèrement le sien, ne peut pas être celui du libéralisme. Je crois que nous y parviendrons, tout simplement parce que c'est aujourd'hui l'aspiration de nos peuples.

En France même, nous avons besoin d'aller plus loin dans l'ancrage de nos convictions européennes. Non pas en prônant l'adoption sans réserve d'un fédéralisme à l'américaine ou à l'allemande, qui n'est conforme ni à nos intérêts ni à nos traditions philosophiques et politiques : les « fédéralistes purs » se trompent soit par un défaut de perspective, soit par démagogie. Pas davantage en concédant au souverainisme — idée nostalgique, idéologie dépassée — ou en acceptant le retour à la méthode intergouvernementale chère aux post-gaullistes. Je milite pour ma part en faveur d'une synthèse dynamique entre le fédéralisme et la nation, entre l'unité et la diversité en Europe : la fédération d'États-nations, conception riche, conception évolutive aussi, ouverte à tous les possibles pour demain, me paraît la mieux à même de faire vivre cette synthèse. C'est le sens de beaucoup des réformes suggérées dans ces pages. L'Europe ne doit pas être un super État — tout simplement parce que les Européens le rejettent —, mais pas davantage une simple addition de souverainetés ; elle est bien, comme le montre l'exemple de l'euro, un multiplicateur de puissance pour la France, la dimension indispensable d'une souveraineté retrouvée que les nations ont perdue à l'échelle du monde. Le choix du prochain président de la République française, celui de la prochaine majorité parlementaire ne sont évidemment pas non plus neutres à cet égard : qui saura le mieux porter un tel projet ? On se doute que j'ai là-dessus davantage qu'un sentiment, une conviction. En 1997, une des clés de la victoire de la gauche autour de Lionel Jospin tenait dans sa formule : « Faire l'Europe, sans défaire la France. » Pourquoi, en 2002, ne pas aller plus loin et « faire la France en faisant l'Europe » ? Seule la gauche en est capable !

[...]